

raboisson



CONSEILS AUX ENTREPRISES & ASSOCIATIONS
EXPERTISE COMPTABLE
AUDIT

Immeuble Eden Roc
6 Place Carnot
42000 SAINT-ETIENNE

Tél : 06 13 50 61 68
laurence.raboisson@raboisson.com

ADIUT

Association

202 Quai de Clichy
92 110 CLICHY

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2021



SARL LAURENCE RABOISSON au capital de 100 000 € - 534 802 216 RCS Saint-Etienne - APE 8420Z - TVA FR4453481420
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables Auvergne-Rhône-Alpes et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de l'ORDC Rhône

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'Association ADIUT.

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADIUT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe « REGLES ET METHODES COMPTABLES » qui expose dans le paragraphe « Permanence des méthodes » le changement de méthode d'analyse de la provision pour risque de reversement de la subvention DAEL.

le

III- Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des Associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne l'analyse de la consommation des subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

h

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association ADIUT à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT ETIENNE, le 06 mai 2022

Le Commissaire aux comptes

SARL LAURENCE CROPPI

LAURENCE RABOISSON CROPPI

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques	10 800	10 800				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	75 000		75 000	75 000		
	Constructions	704 000	78 209	625 791	649 234	23 443	3.61
	Installations techniques Matériel et outillage	154 590	63 100	91 489	104 125	12 635	12.13
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés						
	Immobilisations financières						
ACTIF CIRCULANT	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	50 814		50 814	50 364	450	0.89
	Prêts						
	Autres						
	Total I	995 204	152 109	843 094	878 723	35 629	4.05
	Stocks et en cours						
	Créances						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	96 910		96 910	194 998	98 088	50.30
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	16 828		16 828	8 709	8 119	93.23
	Valeurs mobilières de placement	600 000	4 422	595 578	1 000 000	404 422	40.44
	instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 493 597		1 493 597	1 121 600	371 997	33.17
	Charges constatées d'avance	60 720		60 720	14 135	46 585	329.57
	Total II	2 268 055	4 422	2 263 633	2 339 442	75 810	3.24
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		3 263 258	156 531	3 106 727	3 218 165	111 438	3.46

1) Donné à moins d'un an
12) Donné à plus d'un an

u

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2021 12	Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires	1 190 624	1 190 624		
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecart de réévaluation				
	Reserves :				
	Reserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Reserves pour projet de l'entité				
	Autres	1 201 042	773 843	427 199	55.20
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	285 784	427 199	141 416	33.10
	Situation nette (sous total)	2 677 449	2 391 666	285 784	11.95
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	2 677 449	2 391 666	285 784	11.95
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques		134 946	134 946	100.00
	Provisions pour charges	49 843	37 220	12 623	33.91
DETTES (1)	Total III	49 843	172 166	122 323	71.05
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	8		8	
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	110 787	273 543	162 756	59.50
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	108 762	106 302	2 461	2.31
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	49 686	39 603	10 083	25.46
	Instruments de trésorerie				
DETTE (2)	Produits constatés d'avance	110 191	234 886	124 695	53.09
	Total IV	379 435	654 334	274 899	42.01
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 106 727	3 218 165	111 438	3.46

(1) Dont : a plus d'un an

Dont : a moins d'un an

(2) Dont : emprunts bancaires courants et autres créanciers de banque

379 435

654 334

u

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2021 12	Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	1 080		1 080	
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	535 045	296 857	238 188	80 24
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	850 043	952 272	102 229	10 74
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public	48 071	32 180	15 891	49 38
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	135 094	429 334	294 241	68 53
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	59 810	68 233	8 424	12 35
Total I	1 629 142	1 778 876	149 734	8 42
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	683 646	713 483	29 838	4 18
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	33 416	20 465	12 951	63 28
Salaires et traitements	406 232	301 345	104 887	34 81
Charges sociales	145 605	115 527	30 078	26 04
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	43 283	43 954	671	1 53
Dotations aux provisions	12 623	144 504	131 881	91 26
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	39 849	13 666	26 183	191 59
Total II	1 364 654	1 352 944	11 709	0 87
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	264 488	425 932	161 444	37 90

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

79 630
38 353

u

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	12	311	1	559	10 753	689.92
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	12	311	1	559	10 753	689.92
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4	422			4 422	
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change	7		1		6	497.32
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV	4	429	1		4 428	N5
2. Résultat financier (III-IV)	7	882	1	557	6 325	406.11
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	272	371	427	489	155 119	36.29
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	17	060			17 060	
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V	17	060			17 060	
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	3	303			3 303	
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI	3	303			3 303	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	13	757			13 757	
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	344		290		54	18.62
Total des produits (I+II+V)	1 658	513	1 780	435	121 922	6.85
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 372	730	1 353	236	19 494	1.44
5. EXCEDENT OU DEFICIT	285	784	427	199	141 416	33.10

6

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	15
Evénements significatifs postérieurs à la clôture	16
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	16
Permanence ou changement de méthodes	16
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	17
Etat des amortissements	17
Tableau de variation des fonds propres	18
Tableau de variation des fonds propres-générosité du public	19
Etat des provisions	20
Etat des échéances des créances et des dettes	20
Variation des fonds propres	20
Evaluation des immobilisations corporelles	20
Evaluation des créances et des dettes	20
Produits à recevoir	21
Charges à payer	21
Charges et produits constatés d'avance	21
Subventions d'équipement	21
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Dettes garanties par des sûretés réelles	21
Montant des engagements financiers	21
Informations en matière de crédit bail	22
Engagement en matière de pensions et retraites	22

NA = Non Applicable NS = Non significative

u

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'année 2021 est celle de la mise en œuvre des nouveaux programmes de formation Bachelor Universitaire de Technologie (B.U.T.) en lieu et place de l'historique Diplôme Universitaire de Technologie (D.U.T.), en septembre 2021, au sein des IUT. Ce changement historique a nécessité une mobilisation des équipes associatives : côté communication, l'accent a été mis sur une campagne de presse d'importance en partenariat avec un cabinet extérieur, qui a permis une grande publicité au printemps 2021 auprès des quotidiens nationaux et régionaux. Un numéro Hors-Série du magazine du réseau des IUT, Ambition IUT a été conçu : sa diffusion a été d'une ampleur inédite dans les IUT. Par ailleurs, l'accompagnement pédagogique à l'approche par compétences s'est caractérisé par le maintien du partenariat avec un laboratoire de recherches spécialisé, le LabSet de Liège, mais aussi par la création d'un réseau de référents enseignants au sein des IUT (répartis sur tout le territoire), en soutien avec l'association.

La crise COVID se poursuivant, les nouvelles manières de travailler ont nécessité des changements de fonctionnement : l'association s'est dotée d'un espace de travail et de stockage dématérialisé (espace drive) pour ses salariés et le bureau exécutif, s'est abonné à un prestataire de visioconférence permettant de nombreuses connexions stables (Zoom Business), a organisé son assemblée générale électorale à distance avec un partenaire garantissant une élection juridiquement incontestable (Legavote). En 2022, ces manières de faire aboutissent à la mise en place d'une charte télétravail pour les salariés et à une refonte statutaire pour revoir le mode de fonctionnement associatif.

Les événements du réseau ont été maintenus à distance et n'ont repris en présentiel que partiellement : un événement hybride en juin, les Journées pédagogiques et professionnalisation à Aix, conseil d'installation de la nouvelle mandature sur deux jours à Troyes en juillet, en présence des salariés et reprise d'un événement national pédagogique du réseau, une assemblée générale de rentrée à Dijon, "les journées des référents PPP", en novembre 2021, à Colmar.

La nouvelle mandature, élue fin mai 2021, est composée de 20 administrateurs, ce qui constitue le plus grand conseil de l'ADIUT jamais connu (le maximum prévu par les statuts actuels). Les conseils en présentiel représentent ainsi plus de déplacements et d'hébergements à prendre en charge et un mode de travail différent.

Côté projets, l'international a transformé ses actions pour pallier les impossibilités de déplacement. Les recrutements dans le cadre de la mobilité étudiante ont été effectués à distance par les enseignants experts, qui ont été recrutés en CDD d'usage sur quelques jours pour mener à bien leurs missions. Les programmes d'ingénierie pédagogique ont repris dès que cela a été possible, notamment le programme Tunisie, qui a pu démarrer véritablement sur place à partir de la rentrée 2021.

La subvention ministérielle 2021 (DAEI), aura été utilisée à 100% : certains fonds prévus pour une action ont été utilisés pour un autre programme que celui prévu initialement, comme cela est autorisé par le ministère. En effet, si par exemple le déplacement à Cuba n'a pas pu avoir lieu comme nous l'espérons, les fonds ont été utilisés pour la mise en œuvre des recrutements à distance et pour permettre l'augmentation des charges indirectes induite par la mise en place des outils de communication à distance, utilisés au quotidien dorénavant par le service international et les experts (Zoom, Drive etc.).

Les programmes numériques ont continué de montrer dans ce contexte sanitaire inédit leur intérêt primordial pour le réseau. Les échanges avec l'Université Numérique (dont IUT en ligne fait partie en tant qu'Université Numérique Thématique) sont riches et nombreux. Le projet PUNCHY (financé par appel à projet ministériel) est un projet commun au sein duquel IEL développe les contenus hybrides de la spécialité GMP (Génie Mécanique et Productique). Dans ce cadre, un recrutement d'ingénieur pédagogique en CDD a eu lieu à la rentrée 2021, mis à disposition de l'ADIUT, en partenariat avec une autre UNT : UNIT.

Autre projet notable : la transformation du DUT GACO (Gestion administrative et commerciale des organisations) en B.U.T. GACO, votée en assemblée générale en mai 2021. C'est ainsi qu'en septembre 2022, de nouveaux contenus pédagogiques pour suivre totalement la formation rénovée à distance, produits par IEL, ouvriront dans au moins trois IUT du réseau.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT NON SIGNIFICATIF

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Etant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En 2022, un nouveau recrutement a eu lieu en février pour la mise en place du projet B.U.T. GACO@distance. Par ailleurs, l'association souhaite se professionnaliser encore et dématérialiser sa comptabilité : elle investit en avril 2022 dans un nouvel ERP ("entreprise resource planning" ou "progiciel de gestion intégrée") avec l'idée d'une bascule comptable en janvier 2023.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

La provision pour risque de reversement de la subvention DAEI était déterminée par programme.

Cette subvention accordée présente un caractère forfaitaire et fongible. De ce fait nous avons décidé de déterminer ce risque de reversement de manière globale et non par programme.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 800		
Terrains	75 000		
Constructions sur sol propre	704 000		
Installations générales agencements aménagements divers	70 564		1 799
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	97 426		5 405
TOTAL	946 990		7 204
Autres titres immobilisés	50 364		450
TOTAL	50 364		450
TOTAL GENERAL	1 008 154		7 654

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			10 800	10 800
Terrains			75 000	75 000
Constructions sur sol propre			704 000	704 000
Installations générales agencements aménagements divers			72 363	72 363
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		20 604	82 227	82 227
TOTAL		20 604	933 590	933 590
Autres titres immobilisés			50 814	50 814
TOTAL			50 814	50 814
TOTAL GENERAL		20 604	995 204	995 204

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	10 800			10 800
Constructions sur sol propre	54 766	23 443		78 209
Installations générales agencements aménagements divers	10 156	7 085		17 241
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	53 709	12 754	20 604	45 859
TOTAL	118 631	43 283	20 604	141 309
TOTAL GENERAL	129 431	43 283	20 604	152 109

u

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	23 443				
Instal.général.es agenc.aménag.divers	7 085				
Matériel de bureau informatique mobilier	12 754				
TOTAL	43 283				
TOTAL GENERAL	43 283				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 190 624				1 190 624
Report à nouveau	773 843		427 199	0-	1 201 042
Excédent ou déficit de l'exercice	427 199		285 784	427 199	285 784
Situation nette	2 391 666		1 140 182	854 398	2 677 449
TOTAL I	2 391 666		712 983	427 199	2 677 449

Tableau de variation des fonds propres - générosité du public

ANC 2018-06 Art 432 22

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'INVENTAIRE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RÉSULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION DES TRANSFÈREMENTS		A L'INVENTAIRE DE L'EXERCICE
		MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	
Fonds propres sans droit de reprise	1 190 624							1 190 624
Report à nouveau	773 843			427 199		0 -		1 201 042
Excédent ou déficit de l'exercice	427 199			285 784		427 199		285 784
TOTAL	2 391 666			712 983		427 199		2 677 449

6

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	37 220	12 623			49 843
Autres provisions pour risques et charges	134 946		134 946		
TOTAL	172 166	12 623	134 946		49 843

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour dépréciation		4 422			4 422
TOTAL		4 422			4 422
TOTAL GENERAL	172 166	17 045	134 946		54 265
Dont dotations et reprises d'exploitation financières		12 623	134 946		
		4 422			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	96 910	96 910	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	594	594	
Débiteurs divers	16 234	16 234	
Charges constatées d'avance	60 720	60 720	
TOTAL	174 458	174 458	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	8	8		
Fournisseurs et comptes rattachés	110 787	110 787		
Personnel et comptes rattachés	29 456	29 456		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 433	40 433		
Impôts sur les bénéfices	344	344		
Autres impôts taxes et assimilés	38 530	38 530		
Autres dettes	49 686	49 686		
Produits constatés d'avance	110 191	110 191		
TOTAL	379 435	379 435		

Variation des fonds propres

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	89 654
Autres créances	594
Valeurs mobilières de placement	500 000
Disponibilités	10 409
Total	600 657

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 204
Dettes fiscales et sociales	44 087
Total	98 299

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	60 720
Total	60 720
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	110 191
Total	110 191

Subventions d'équipement

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements en matière de pensions	49 843
Total (1)	49 843

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Crédit bail

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	11 614
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	23 490
35 à 44 ans	21 à 30 ans	4 592
moins de 35 ans	plus de 30 ans	10 147
Engagement total		49 843

Hypothèses de calculs retenues

- Départ à la retraite est prévu, sauf dérogation individuelle, à l'âge de 65 ans.
- Turn-over faible.
- Taux d'inflation.
- Taux d'actualisation 0,8%.

	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité			49 843